

Adresse de correspondance :
63 avenue de la Commune de Paris
91220 Brétigny/Orge
Tél : 01 60 84 56 75
contact@ao2c.fr

**« RELAIS JEUNES 77 »
Association d'intérêt général**

**22 rue Pierre Mendès France
77200 TORCY**

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

**« RELAIS JEUNES 77 »
Association d'intérêt général**

**22 rue Pierre Mendès France
77200 TORCY**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration en date du 6 septembre 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RELAIS JEUNES 77 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association RELAIS JEUNES 77 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brétigny-sur-Orge, le 23 avril 2025



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	70 409	54 802	15 608	29 447
Autres immobilisations incorporelles	18 682	18 682		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	32 509	29 425	3 084	4 333
Autres immobilisations corporelles	2 455 229	1 940 904	514 325	377 671
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	30		30	30
Prêts				
Autres immobilisations financières	19 279	7 495	11 785	18 659
TOTAL I	2 596 138	2 051 308	544 831	430 141
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	164 452	25 207	139 245	147 541
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	322 917		322 917	375 211
Valeurs mobilières de placement	1 226 873		1 226 873	220 813
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 099 637		1 099 637	2 059 274
Charges constatées d'avance	30 628		30 628	21 806
TOTAL III	2 844 507	25 207	2 819 299	2 824 644
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	5 440 645	2 076 515	3 364 130	3 254 785

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	723 401	723 401
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	315 149	334 799
Excédent ou déficit de l'exercice	35 006	-19 650
Situation nette	1 073 556	1 038 550
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	203 584	139 348
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 277 141	1 177 898
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		19 131
TOTAL III		19 131
Provisions		
Provisions pour risques	67 630	71 885
Provisions pour charges	426 434	393 316
TOTAL IV	494 064	465 201
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	241 730	227 594
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	846 256	871 940
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	280 447	269 051
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	85 476	43 329
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	139 017	180 641
TOTAL V	1 592 926	1 592 555
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 364 130	3 254 785

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	27 080	25 200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	3 001 111	2 971 593
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 097 862	1 036 744
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	6 500	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	55 973	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	111 958	74 170
Utilisations des fonds dédiés	19 131	61 926
Autres produits	26	43
TOTAL I	4 319 641	4 169 676
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 177 288	2 074 024
Aides financières	29 818	30 596
Impôts, taxes et versements assimilés	152 212	152 058
Salaires et traitements	1 155 592	1 180 187
Charges sociales	516 193	518 710
Dotations aux amortissements et dépréciations	185 745	192 196
Dotations aux provisions	47 458	32 583
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	62 652	19 056
TOTAL II	4 326 958	4 199 411
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-7 317	-29 735
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	40 331	14 109
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	40 331	14 109
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	7 495	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	7 495	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	32 836	14 109
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	25 520	-15 626

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	69 485	11 750
Sur opérations en capital	5 580	5 461
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	75 065	17 211
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	30 578	16 831
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	29 261	1 019
TOTAL VI	59 839	17 849
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	15 225	-638
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	5 739	3 386
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 435 036	4 200 996
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 400 030	4 220 646
EXCÉDENT OU DÉFICIT	35 006	-19 650

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	9 722	
TOTAL	9 722	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	9 722	
TOTAL	9 722	

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 3 364 130 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 35 006 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description de l'objet social et des activités de l'association

Notre objectif vise l'insertion sociale des jeunes, leur accès à l'autonomie, le développement de leur citoyenneté. Il s'inscrit prioritairement dans le champ d'intervention du logement.

- Loger au moyen d'une offre temporaire accessible et adaptée,
- Répondre aux besoins et attentes des jeunes par un accompagnement individuel et collectif direct ou en partenariat avec des structures spécifiques,
- Assurer la représentation des jeunes, la défense de leurs intérêts et contribuer à orienter les politiques publiques.

De cet objectif découle les missions et l'ensemble des actions mises en oeuvre par l'association.

Pour atteindre cet objectif, les actions mises en oeuvre s'appuient sur des principes d'intervention fondamentaux :

- La recherche de la mixité et du brassage social des publics, créateurs de lien social,
- Le confort d'usage et la qualité de vie dans l'offre de logement,
- La transmission des valeurs de l'éducation populaire,
- Le sens des responsabilités à l'égard des publics accueillis, des partenaires et, en tant qu'employeur, des salariés de l'association,
- L'encouragement à la citoyenneté, l'ouverture et la participation à la vie de la cité,
- La professionnalisation par la montée en compétence des équipes salariées et l'apport d'expertise des bénévoles,
- L'esprit d'initiative,
- La mise en oeuvre d'une démarche d'amélioration continue de la qualité au bénéfice de l'ensemble des composantes de l'association (résidents, personnels, bénévoles).

Ces principes d'intervention s'inscrivent plus largement dans ceux de l'entrepreneuriat social et solidaire : la responsabilité sociale, la prise en compte des dimensions environnementales et de développement durable, ainsi que la contribution au développement du territoire.

L'implantation de nos établissements se situe sur des territoires pertinents, dans le respect et la cohérence de l'organisation fonctionnelle, technique et des équilibres financiers de notre association.

Ces valeurs et principes d'intervention constituent le socle de nos missions :

- Accueillir, informer, orienter
- Loger et reloger
- Animer et accompagner
- Représenter

Faits caractéristiques

Pas de faits caractéristiques sur l'exercice.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode de vie linéaire en fonction de la durée de vie prévue des biens :

- Logiciel : 1 à 3 ans
- Autres immobilisations incorporelles : 1 à 5 ans
- Agencement, aménagement : 2 à 10 ans
- Matériel de transport : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau Informatique : 1 à 10 ans
- Mobilier : 2 à 8 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions et concours publics à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Les obligations contractuelles vis-à-vis des bailleurs sociaux relatives à l'entretien des résidences sous gestion ont été provisionnées.

Celles-ci font l'objet d'une comptabilisation en provisions pour risques et charges à hauteur de 231 841€ au 31/12/2024.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.17% (taux Iboxx Corp. AA10+).

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 194 592 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Aucun fonds dédiés n'ait constaté à la clôture de l'exercice.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 247 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 39.36€/heure correspond à un montant de 9 722 euros.

Cette valorisation est réalisée en distinguant deux catégories de bénévoles :

- Les temps bénévoles de sophrologie sont évalués sur la base du salaire horaire d'un intervenant social chargé au taux de 55%
- Les temps bénévoles des dirigeants associatifs sont évalués sur la base du salaire horaire d'un directeur d'association chargé au taux de 60%.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Les associations qui rémunèrent un à trois dirigeants dans le cadre de l'article 261-7.1°d du code général des impôts doivent, entre autres, indiquer dans une annexe aux comptes annuels le montant des rémunérations versées à chacun des dirigeants concernés (art 242C, annexe II du code général des impôts), pour assurer leur transparence financière et de ce fait garder une gestion considérée comme désintéressée.

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et la directrice. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association.

Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle de la directrice.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	106 977		
TOTAL	106 977		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage	32 663		2 731
- Générales, agencements et aménagements divers	979 264		89 861
Matériel :			
- De transport	97 292		19 900
- De bureau et informatique, mobilier	1 257 597		198 872
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	2 366 817		311 364
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	30		
Prêts et autres immobilisations financières	18 659		620
TOTAL	18 690		620
TOTAL GÉNÉRAL	2 492 483		311 984

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		17 886	89 091	
TOTAL		17 886	89 091	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencés et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage		2 885	32 509	
- Gales, agencés et aménagt. divers		34 350	1 034 775	
Matériel :				
- De transport		16 329	100 863	
- De bureau et informatique, mobilier		136 879	1 319 591	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		190 443	2 487 738	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				30
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			19 279	
TOTAL			19 310	
TOTAL GÉNÉRAL		208 328	2 596 138	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	77 530	13 839	17 886	73 483
TOTAL	77 530	13 839	17 886	73 483
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	28 330	3 980	2 885	29 425
Installations générales, agencements et aménagements divers	739 882	81 915	34 350	787 446
Matériel de transport	93 269	4 445	16 329	81 385
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 123 331	85 621	136 879	1 072 073
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	1 984 812	175 960	190 443	1 970 330
TOTAL GÉNÉRAL	2 062 342	189 799	208 328	2 043 813

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations	155 022	39 570		194 592
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	310 179	7 888	18 595	299 472
TOTAL II	465 201	47 458	18 595	494 064

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières		7 495		7 495
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	32 672	25 207	32 672	25 207
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	32 672	32 702	32 672	32 702
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	497 873	80 160	51 267	526 766
- D'exploitation		72 665	51 266	
Dont dotations et reprises : - Financières		7 495		
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	19 279		19 279
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	164 452	164 452	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 274	1 274	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	284 100	284 100	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	37 544	37 544	
Charges constatées d'avance	30 628	30 628	
TOTAL	537 276	517 997	19 279

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	241 730	241 730		
Fournisseurs et comptes rattachés	846 256	846 256		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	100 996	100 996		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	146 215	146 215		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	33 236	33 236		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	85 476	85 476		
Produits constatés d'avance	139 017	139 017		
TOTAL	1 592 926	1 592 926		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	633 249	661 925
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	155 930	148 440
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	789 179	810 364

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	150	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	12 729	12 464
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	12 214	
TOTAL	25 093	12 464

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	139 017	180 641
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		139 017	180 641

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	30 628	21 806
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		30 628	21 806

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics		281 916		383 634		665 550
Subventions d'exploitation		254 839	162 473		15 000	432 312
Subventions d'investissement		69 526				69 526
TOTAL		606 281	162 473	383 634	15 000	1 167 388

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations:		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
Fonds de sécurisation URHA.	19 131		19 131				
TOTAL	19 131		19 131				
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	19 131		19 131				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	723 401				723 401
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	334 799	-19 650			315 149
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 650	19 650	35 006		35 006
Situation nette	1 038 550		35 006		1 073 556
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	139 348		69 526	5 290	203 584
Provisions réglementées					
TOTAL	1 177 898		104 532	5 290	1 277 141

**« RELAIS JEUNES 77 »
Association d'intérêt général**

**22 rue Pierre Mendès France
77200 TORCY**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Brétigny-sur-Orge, le 23 avril 2025

